

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.471/2/V
DU 26 JUILLET 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 28 juin 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'accès de certaines autorités publiques au registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations, afin de permettre au Conseil d'État d'introduire certaines données dans le Registre national des personnes physiques", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

L'arrêté en projet a pour objet de modifier l'article 4 de l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations.

Cette disposition prévoit ce qui suit :

"Art. 4. § 1^{er}. La commune, la mission diplomatique ou le poste consulaire où une personne est régulièrement inscrite est seul qualifié pour introduire ou pour modifier des informations relatives à cette personne.

§ 2. Peuvent également introduire ou modifier des informations relatives à une personne :

1/ l'ancienne commune d'inscription, pour une personne qui est décédée, qui a été rayée d'office ou qui a été rayée par suite de son établissement à l'étranger.

Chaque commune est tenue de vérifier dans les trois mois les informations concernant les personnes visées à l'alinéa précédent qui sont récoltées par la Banque-Carrefour de la sécurité sociale en vertu de l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale et qui lui sont transmises par celle-ci via le Registre national des personnes physiques en tant qu'informations associées aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

.../...

Si elle constate que cette information est correcte, la commune la valide en mettant à jour le Registre national;

2/ le Ministère des Affaires étrangères pour les belges résidant à l'étranger et régulièrement inscrits dans une mission diplomatique ou dans un poste consulaire;

3/ le Ministère des Affaires étrangères, les missions diplomatiques ou les postes consulaires pour les informations relevant de l'état civil dont ils auraient reçu notification ou relatives à des actes qu'ils auraient passés lorsqu'elles concernent des ressortissants belges résidant temporairement à l'étranger;

4/ le service du Registre national lorsque des raisons impérieuses d'ordre technique l'exigent, à condition d'en informer immédiatement la commune, la mission diplomatique ou le poste consulaire où la personne est inscrite;

5/ le service du Registre national pour ce qui concerne l'introduction ou la modification automatique d'informations intéressant un ensemble de personnes et ce, à la demande de la commune, de la mission diplomatique ou du poste consulaire ou avec son accord ;

6/ le service du Registre national afin de communiquer aux communes, en tant qu'informations associées aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, les informations provenant du registre tenu par la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et visé par l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, et relatives aux personnes qui ont été radiées d'office ou pour l'étranger sans inscription dans un registre consulaire.

§ 2bis. Les informations temporairement copiées par le service du Registre national en application des points 1/, alinéas 2 et 3, et 6/ du § 2, ne peuvent être utilisées que par l'ancienne commune d'inscription ou par la nouvelle commune d'inscription et ne peuvent être communiquées par ce service à des tiers.

Durant la période de leur conservation en tant qu'informations associées aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, la Banque-Carrefour de la sécurité sociale demeure la seule qualifiée pour assurer la communication des données du registre visé à l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, conformément à l'article 15 de cette loi.

§ 3. Est également autorisée l'introduction ou la modification d'informations concernant une personne inscrite dans une autre commune, mission diplomatique ou poste consulaire, lorsque cette introduction ou modification est la conséquence automatique de celle effectuée à l'égard d'une autre personne conformément au paragraphe 1^{er} ou au paragraphe 2.

§ 4. L'autorisation d'introduire ou de modifier une information relative à une personne déterminée inclut l'accès aux informations déjà enregistrées au sujet de cette même personne, informations dont la connaissance préalable est nécessaire pour l'opération de mise à jour".

.../...

L'arrêté en projet a pour objet d'ajouter au paragraphe 2 de cette disposition, un 7/, rédigé comme suit :

"7/ le greffier en chef et les greffiers du Conseil d'Etat, ainsi que les membres du personnel administratif du greffe, désignés nommément et par écrit par le greffier en chef, exclusivement pour les informations énumérées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 7/ et 14/ de l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire, relatives aux personnes ayant introduit auprès du Conseil d'Etat un recours en cassation, en ce qui concerne les recours introduits auprès du Conseil d'Etat, les arrêts rendus par celui-ci, ainsi que les biffures au rôle par le greffier".

Le préambule de l'arrêté en projet justifie cet ajout comme suit :

"Considérant qu'en application de l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire, il appartient au Conseil d'Etat d'introduire les informations énumérées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 7/ et 14/, dudit arrêté royal du 1^{er} février 1995, en ce qui concerne les recours introduits auprès du Conseil d'Etat, les arrêts rendus par celui-ci, ainsi que les biffures au rôle par le greffier, et qu'en l'état actuel de la réglementation, cette introduction ne peut pas être réalisée si la personne à laquelle se rapporte ces informations a entre-temps été inscrite dans les registres de la population ou le registre des étrangers visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques".

L'arrêté en projet se donne pour fondement juridique deux dispositions légales, étant, d'une part, l'article 4 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, modifié par la loi du 25 avril 2007 et, d'autre part, l'article 2 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, modifié par la loi du 24 mai 1994 et la loi du 12 août 2000.

L'article 4 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, modifié par la loi du 25 avril 2007, dispose comme suit :

"Les autorités chargées de la tenue des registres visés à l'article 2 transmettent d'office au Registre national les informations mentionnées à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2.

.../...

Elles sont responsables de la conformité des informations transmises aux actes et documents qu'elles détiennent.

Les informations enregistrées et conservées par le Registre national en vertu de l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, font foi jusqu'à preuve du contraire. Ces informations peuvent être valablement utilisées en remplacement des informations contenues dans les registres visés à l'article 2. Quiconque constate une différence entre les informations du Registre national et les informations contenues dans les registres visés à l'article 2, doit le communiquer sans délai.

Le Roi fixe les modalités de transmission des informations au Registre national et la manière dont la communication susvisée doit être effectuée".

L'article 2 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, modifié par la loi du 24 mai 1994 et la loi du 12 août 2000, dispose pour sa part, comme suit :

"Outre les informations que la loi prescrit expressément d'enregistrer, les registres de la population mentionnent les informations relatives à l'identification et à la localisation des habitants ainsi que les informations nécessaires à la liaison avec d'autres fichiers de l'administration communale ou de l'administration centrale. Sans préjudice de ce qui précède, aucun document d'identité délivré sur la base d'une inscription aux registres de la population ou au registre d'attente, ne peut faire mention d'un divorce ou de la cause de celui-ci.

Pour les étrangers visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, le Roi détermine, outre les informations visées à l'alinéa 1^{er}, les informations relatives à leur situation administrative qui doivent être mentionnées. Il détermine également les autorités habilitées à introduire ces informations dans le registre d'attente par le biais du Registre national des personnes physiques.

Dans ces limites, le Roi détermine la nature de ces informations. Il fixe également les règles suivant lesquelles lesdites informations peuvent être communiquées à des tiers".

Il résulte de ces dispositions que, si l'article 2 de la loi précitée du 19 juillet 1991 comporte une habilitation au Roi Lui permettant de déterminer "les autorités habilitées à introduire [d]es informations dans le registre d'attente par le biais du Registre national des personnes physiques", par contre, aucune des dispositions reproduites ci-avant ne Lui permet de déterminer quelles sont les autorités habilitées à introduire des informations dans un registre autre, tels les registres de la population ou les registres des étrangers.

S'agissant de ces derniers registres, l'article 4 de la loi du 8 août 1983 habilite uniquement le Roi à fixer les modalités de transmission des informations au Registre national et la manière dont la communication susvisée doit être effectuée, étant entendu que cette communication est effectuée, selon l'alinéa 1^{er} du même article, par "les autorités chargées de la tenue des registres visés à l'article 2", autorités dont le Conseil d'État ne fait pas partie ¹.

En outre, et de manière plus fondamentale dans l'état actuel de la législation, les informations relatives à la "situation administrative" des personnes ne peuvent être enregistrées et conservées par le registre national que si elles concernent des personnes inscrites au registre d'attente (article 3, alinéa 1^{er}, 11/, de la loi du 8 août 1983 précitée).

En conséquence, il ne peut être prévu que des informations relatives à ces personnes et spécifiques au registre d'attente ² puissent encore être communiquées alors que les personnes concernées ne figurent plus dans ce registre.

Il en résulte que le texte en projet est dépourvu de fondement légal.

Compte tenu du caractère fondamental de ces observations, le projet n'est pas examiné plus avant.

(1) S'agissant des "autorités chargées de la tenue des registres visés à l'article 2", voir l'article 2 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

(2) Voir l'article 2 de l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire.

La chambre était composée de

Messieurs	J. JAUMOTTE,	conseiller d'État, président,
	M. PÂQUES,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

J. JAUMOTTE

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.471/2/V
VAN 26 JULI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 28 juni 2010 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de toegang door sommige openbare overheden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede betreffende het bijhouden en de controle van de informaties, om het voor de Raad van State mogelijk te maken om bepaalde gegevens in te voeren in het Rijksregister van de natuurlijke personen", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Het ontworpen besluit strekt tot wijziging van artikel 4 van het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de toegang door sommige openbare overheden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede betreffende het bijhouden en de controle van de informaties.

Die bepaling luidt als volgt :

"Art. 4. § 1. Enkel de gemeente, de diplomatieke zending of de consulaire post waar een persoon regelmatig ingeschreven is, is bevoegd om informaties betreffende deze persoon in te voeren of te wijzigen.

§ 2. Informaties betreffende een persoon mogen ook worden ingevoerd of gewijzigd door:

1/ de vroegere gemeente van inschrijving, voor een persoon die overleden is, die ambtshalve afgevoerd is of die afgevoerd is ten gevolge van zijn vestiging in het buitenland.

.../...

Iedere gemeente is ertoe gehouden binnen de drie maanden de informatiegegevens betreffende de in het vorige lid bedoelde personen te controleren, die krachtens artikel 4 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid ingezameld zijn door de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en die haar door deze via het Rijksregister van de natuurlijke personen medegedeeld worden als informatie verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Als de gemeente vaststelt dat deze informatie juist is, keurt zij deze goed en verricht zij de bijwerking in het Rijksregister;

2/ het Ministerie van Buitenlandse Zaken voor de Belgen die in het buitenland verblijven en regelmatig ingeschreven zijn in een diplomatieke zending of in een consulaire post;

3/ het Ministerie van Buitenlandse Zaken, de diplomatieke zendingen of de consulaire posten voor de informatie die betrekking hebben op de burgerlijke staat waarvan ze kennisgeving ontvangen hebben of betreffende akten die ze verleden hebben wanneer ze betrekking hebben op Belgische onderdanen die tijdelijk in het buitenland verblijven;

4/ de dienst van het Rijksregister wanneer dwingende redenen van technische aard dit vereisen, op voorwaarde dat de gemeente, de diplomatieke zending of de consulaire post waar de persoon ingeschreven is, hiervan onmiddellijk in kennis gesteld wordt;

5/ de dienst van het Rijksregister voor wat betreft de automatische invoering of wijziging van informatie die een geheel van personen aanbelangen en dit op verzoek van de gemeente, de diplomatieke zending of de consulaire post of met hun akkoord;

6/ de dienst van het Rijksregister om aan de gemeenten, als informatie verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, de informatiegegevens mede te delen die afkomstig zijn van het register dat gehouden wordt door de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en bedoeld is in artikel 4 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, en die de personen betreffen die ambtshalve afgevoerd werden of die afgevoerd werden voor het buitenland zonder inschrijving in een consulaire register.

§ 2bis. De door de dienst van het Rijksregister tijdelijk gekopieerde informatiegegevens in toepassing van punt 1/, tweede en derde lid, en punt 6/ van § 2, kunnen enkel door de vroegere gemeente van inschrijving of door de nieuwe gemeente van inschrijving worden gebruikt en mogen niet door deze dienst aan derden worden meegedeeld.

Tijdens de bewaarduur ervan als informatie verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, blijft de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid als enige bevoegd voor de mededeling

.../...

van de gegevens van het register bedoeld in artikel 4 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, overeenkomstig artikel 15 van die wet.

§ 3. Eveneens geoorloofd is de invoering of wijziging van informaties betreffende een persoon ingeschreven in een andere gemeente, diplomatieke zending of consulaire post, wanneer deze invoering of wijziging het automatisch gevolg is van deze uitgevoerd ten opzichte van een ander persoon overeenkomstig paragraaf 1 of paragraaf 2.

§ 4. De machtiging tot het invoeren of wijzigen van een informatie betreffende een bepaalde persoon houdt de toegang in tot de reeds geregistreerde informaties die betrekking hebben op diezelfde persoon en waarvan de voorafgaande kennis noodzakelijk is voor het verrichten van de bijwerking."

Het ontworpen besluit strekt ertoe paragraaf 2 van die bepaling aan te vullen met een onderdeel 7/, dat als volgt luidt :

"7/ de hoofdgriffier en de griffiers van de Raad van State, alsook de leden van het administratief personeel van de griffie, die daartoe bij naam en schriftelijk worden aangewezen door de hoofdgriffier, exclusief voor de informatiegegevens die opgesomd worden in artikel 2, eerste lid, 7/ en 14/, van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren, betreffende de personen die een cassatieberoep hebben ingediend bij de Raad van State, wat de bij de Raad van State ingestelde beroepen, de door de Raad gewezen arresten, alsmede de door de griffie van de rol afgevoerde zaken betreft."

In de aanhef van het ontworpen besluit wordt voor die aanvulling de volgende reden opgegeven :

"Overwegende dat in toepassing van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren, de Raad van State de informatiegegevens dient in te voeren die opgesomd worden in artikel 2, eerste lid, 7/ en 14/, van het genoemde koninklijk besluit van 1 februari 1995, wat de bij de Raad van State ingestelde beroepen, de door de Raad gewezen arresten, alsmede de door de griffie van de rol afgevoerde zaken betreft, en dat, volgens de huidige wetgeving, deze invoering niet mag gebeuren indien de persoon over wie de informatiegegevens gaan in de tussentijd ingeschreven werd in de bevolkingsregisters of het vreemdelingenregister zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen".

Als rechtsgrond van het ontworpen besluit worden twee wettelijke bepalingen vermeld, namelijk, ten eerste, artikel 4 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007, en, ten tweede, artikel 2 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, gewijzigd bij de wet van 24 mei 1994 en de wet van 12 augustus 2000.

Artikel 4 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007, luidt als volgt :

"De overheden die belast zijn met het houden van de in artikel 2 bedoelde registers delen de in artikel 3, eerste en tweede lid, vermelde informatiegegevens ambtshalve mede aan het Rijksregister.

Zij zijn verantwoordelijk voor de overeenstemming van de medegedeelde informatiegegevens met de akten en documenten die zij in hun bezit hebben.

De gegevens die het Rijksregister opneemt en bewaart krachtens artikel 3, eerste en tweede lid, gelden tot bewijs van het tegendeel. Deze gegevens kunnen rechtsgeldig gebruikt worden ter vervanging van de informatie vervat in de in artikel 2 bedoelde registers. Iedereen die een verschil vaststelt tussen de gegevens van het Rijksregister en de gegevens vervat in de registers vermeld in artikel 2 dient dit onverwijld te melden.

De Koning bepaalt de nadere modaliteiten inzake de mededeling van de informatiegegevens aan het Rijksregister en van de wijze waarop de bovenvermelde melding dient te gebeuren".

Artikel 2 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, gewijzigd bij de wet van 24 mei 1994 en de wet van 12 augustus 2000, zijnerzijds, luidt als volgt :

"Naast de informatiegegevens waarvan de wet uitdrukkelijk bepaalt dat ze geregistreerd moeten worden, vermelden de bevolkingsregisters de informatiegegevens betreffende de identificatie en de lokalisatie van de inwoners alsook de informatiegegevens die noodzakelijk zijn voor de verbinding met andere bestanden van het gemeentebestuur of van de centrale administratie. Onverminderd het voorgaande mag geen enkel identiteitsdocument dat afgegeven wordt op grond

.../...

van een inschrijving in de bevolkingsregisters of in het wachtregister, melding maken van een echtscheiding noch van de grond ervan.

Voor de in artikel 1, eerste lid, 2/, bedoelde vreemdelingen bepaalt de Koning, naast de in het eerste lid bedoelde inlichtingen, welke gegevens betreffende hun administratieve toestand moeten worden vermeld. Hij bepaalt eveneens welke overheden gemachtigd zijn deze inlichtingen in het wachtregister via het Rijksregister van de natuurlijke personen in te voeren.

Binnen die grenzen bepaalt de Koning de aard van deze informatiegegevens. Hij stelt tevens de regels vast volgens welke voormelde informatiegegevens meegedeeld kunnen worden aan derden".

Uit deze bepalingen volgt dat artikel 2 van de voormelde wet van 19 juli 1991 weliswaar een machtiging aan de Koning bevat waarmee Hij kan "bepalen welke overheden gemachtigd zijn ... inlichtingen in het wachtregister (in te voeren) via het Rijksregister van de natuurlijke personen", maar geen enkele van de hiervoren weergegeven bepalingen stelt Hem evenwel in staat te bepalen welke overheden gemachtigd zijn inlichtingen in te voeren in een ander register, zoals de bevolkingsregisters of de vreemdelingenregisters.

Wat de laatstgenoemde registers betreft, wordt de Koning er bij artikel 4 van de wet van 8 augustus 1983 alleen toe gemachtigd de nadere regels te bepalen voor mededeling van de informatiegegevens aan het Rijksregister en voor de wijze waarop de bovenvermelde melding dient te geschieden, met dien verstande dat die melding volgens het eerste lid van hetzelfde artikel geschiedt door "de overheden die belast zijn met het houden van de in artikel 2 bedoelde registers", tot welke overheden de Raad van State niet behoort ¹.

Een ander en fundamenteeler bezwaar is dat bij de huidige stand van de wetgeving informatie betreffende de "administratieve toestand" van personen alleen in het Rijksregister opgenomen en bewaard mag worden als die informatie betrekking heeft op personen die in het wachtregister ingeschreven zijn (artikel 3, eerste lid, 11/, van de voormelde wet van 8 augustus 1983).

⁽¹⁾ In verband met "de overheden die belast zijn met het houden van de in artikel 2 bedoelde registers", wordt verwezen naar artikel 2 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en naar artikel 1, § 1, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Bijgevolg mag niet worden bepaald dat informatie aangaande die personen en die kenmerkend is voor wachtregister² nog meegedeeld mag worden als de personen in kwestie niet meer in dat register voorkomen.

Daaruit volgt dat de ontworpen regeling geen rechtsgrond bezit.

Gelet op de fundamentele aard van deze opmerkingen wordt het ontwerp niet nader onderzocht.

⁽²⁾ Zie artikel 2 van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	J. JAUMOTTE,	staatsraad, voorzitter,
	M. PÂQUES,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

J. JAUMOTTE